SEANCE DU 22 AVRIL 2013

L'an deux mille treize, le 22 avril à 18 heures 30, le Conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Eric MIQUEL, Maire.

Nombre de membres en exercice : 21

Date de convocation du Conseil municipal : 15 avril 2013

Présents : M. MIQUEL Eric, Maire, M. MANENT Jean-Philippe, M. BRILLAUD Philippe, Mme FENARD Pierrette, M. LORENZI Guy, Adjoint, Mme ARROU Anne-Marie, M. BALMOISSIERE Patrick, Mme CAZALET Noëlle, M. HENKINET Nicolas, M. RIQUELME Stéphane, Mme TARISSAN Martine, M. MIQUEL Jean-Jacques, M. ABASSIE André (13 + 3 procurations).

Absents : M. BALAT Eric. M. ZAOUI Badis. Mlle DE AMORIN Pascale. Mme BELLOUR Leila. M. LAPEYRE Jean. M. MORENO Romain. M. VERDIER Robert. Mme DOTEZ Nathalie

Procurations : M. BALAT donne procuration à M. MANENT

M. VERDIER donne procuration à M. MIQUEL E

M. ZAOUI donne procuration à M. BRILLAUD

Secrétaire de Séance : M. MANENT

APPROBATION DU COMPTE RENDU DE LA SEANCE DU 11 MARS 2013

Extrait n° 2013/14

LES COMPTES ADMINISTRATIFS

Le Conseil municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Eric MIQUEL, Maire, délibérant sur les comptes administratifs de l'exercice 2012 dressés par Monsieur Eric MIQUEL, Maire de Montréjeau, après s'être fait présenter les budgets primitifs, les budgets supplémentaires et les décisions modificatives de l'exercice considéré

1° lui donne acte de la présentation faite des comptes administratifs, lesquels peuvent se résumer ainsi :

SECTIONS	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	DEPENSES ou DEFICIT	RECETTES ou EXCEDENT	DEPENSES ou DEFICIT	RECETTES ou EXCEDENT	DEPENSES ou DEFICIT	RECETTES ou EXCEDENT

COMPTE ADMINISTRATIF PRINCIPAL

résultats reportés			282 663,81		282 663,81	
opérations exercice	2 984 578,20	3 308 031,86	423 594,69	423 330,11	3 408 172,89	3 731 361,97
TOTAUX	2 984 578,20	3 308 031,86	706 258,50	423 330,11	3 690 836,70	3 731 361,97
résultats de clôture		323 453,66	282 928,39			40 525,27
restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	2 984 578,20	3 308 031,86	706 258,50	423 330,11	3 690 836,70	3 731 361,97
RESULTATS		323 453,66	282 928,39			40 525,27

COMPTE ANNEXE POUR LE SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT

résultats reportés		314 391,57	356 943,76		42 552,19	
opérations exercice	174 176,62	219 999,14	236 442,85	617 598,50	410 619,47	837 597,64
TOTAUX	174 176,62	534 390,71	593 386,61	617 598,50	453 171,66	837 597,64
résultats de clôture		360 214,09				384 425,98
restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	174 176,62	534 390,71	593 386,61	617 598,50	453 171,66	837 597,64
RESULTATS		360 214,09		24 211,89		384 425,98

COMPTE ANNEXE POUR LA CAISSE DES ECOLES

résultats reportés		23 699,03	623,04			23 075,99
opérations exercice	316 935,50	211 118,31	3 712,53	1 668,56	320 648,03	212 786,87
TOTAUX	316 935,50	234 817,34	4 335,57	1 668,56	320 648,03	235 862,86
résultats de clôture	82 118,16		2 667,01		84 785,17	
restes à réaliser						
TOTAUX CUMULES	316 935,50	234 817,34	4 335,57	1 668,56	320 648,03	235 862,86
RESULTATS	82 118,16		2 667,01		84 785,17	

2° constate, aussi bien pour la comptabilité principale que pour chacune des comptabilités annexes, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes.

3° reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

4° arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus,

**Approbation du COMPTE DE GESTION
dressé par Madame GARCIA-SOUQUET, Receveur**

Délibération n° : 2013 / 15

L'an deux mille treize, le 22 avril à 18 heures 30, le Conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Eric MIQUEL, Maire.

Nombre de membres en exercice : 21

Date de convocation du Conseil municipal : 15 avril 2013

Présents : M. **MIQUEL** Eric, Maire, M. **MANENT** Jean-Philippe, M. **BRILLAUD** Philippe, Mme **FENARD** Pierrette, M. **LORENZI** Guy, Adjoint, Mme **ARROU** Anne-Marie, M. **BALMOISSIERE** Patrick, Mme **CAZALET** Noëlle, M. **HENKINET** Nicolas, M. **RIQUELME** Stéphane, Mme **TARISSAN** Martine, M. **MIQUEL** Jean-Jacques, M. **ABASSIE** André (13 + 3 procurations).

Lesquels forment la majorité des membres en exercice.

Le Conseil municipal :

Après s'être fait présenter les budgets primitifs et supplémentaires de l'exercice 2012 et les décisions modificatives qui s'y rattachent, les titres définitifs des créances à recouvrer, le détail des dépenses effectuées et celui des mandats délivrés, les bordereaux des titres de recettes, les bordereaux des mandats, le compte de gestion dressé par le Receveur accompagné des états de développement des comptes de tiers ainsi que l'état de l'Actif, l'état du Passif, l'état des restes à recouvrer et l'état des restes à payer.

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif de l'exercice 2012

Après s'être assuré que le receveur a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2011, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures.

Considérant la régularité des opérations comptables effectuées

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012, y compris celles relatives à la journée complémentaire ;

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2012 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires et budgets annexes ;

3° Statuant sur la comptabilité des valeurs inactives ;

- Déclare que le compte de gestion dressé, pour l'exercice 2012 par le Receveur, visé et certifié conforme par l'ordonnateur, n'appelle ni observation ni réserve de sa part ;
- ~~Demande à la juridiction financière, pour les motifs précédemment énoncés, d'exiger :~~

.....

AFFECTATION DU RESULTAT D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE 2012

Le Conseil municipal, réuni sous la présidence de Monsieur Eric MIQUEL, Maire,
Après avoir entendu le compte administratif de l'exercice 2012,
Considérant la régularité des opérations comptables effectuées,
Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement 2012,
Constatant que le compte administratif présente les résultats suivants :

	RESULTAT CA 2011	VIREMENT A LA SI	RESULTAT DE L'EXERCICE 2012	RESTES A REALISER 2012	SOLDE DES RESTES A REALISER	CHIFFRES A PRENDRE EN COMPTE POUR L'AFFECTATION DE RESULTAT
INVEST	- 282 663,81 €		- 264,58 €			- 282 928,39 €
FONCT	234 385,83 €	234 385,83 €	323 453,66 €			323 453,66 €

Considérant que seul le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet de la délibération d'affectation du résultat (le résultat d'investissement reste toujours en investissement et doit en priorité couvrir le besoin de financement (déficit) de la section d'investissement),

Décide d'affecter le résultat comme suit :

EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2012	323 453,66 €
Affectation obligatoire :	
A la couverture d'autofinancement et/ou exécuter le virement prévu au BP (c/1068)	282 928,39 €
Solde disponible affecté comme suit :	
Affectation complémentaire en réserves (c/ 1068)	
Affectation à l'excédent reporté de fonctionnement (ligne 002)	40 525,27 €
Total affecté au c/ 1068 :	282 928,39 €
DEFICIT GLOBAL CUMULE AU 31/12/2012	
Déficit à reporter (ligne 002) en dépenses de fonctionnement	

Délibération n° 2013/17**VOTE DES TROIS TAXES (TH – TF – TFNB)**

Monsieur Le Maire expose :

Il est souhaitable de ne pas augmenter les taux des trois taxes qui resteraient fixées comme suit :

- Taxe d'habitation : **15.89 %**
- Taxe Foncière sur le bâti : **21.76 %**
- Taxe Foncière sur le non bâti : **82.16 %**

Le produit fiscal de ces trois taxes serait de 1.176.735 €

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter pour l'année 2013 les taux précités des trois taxes locales.

Délibération n° 2013/18**VOTE DU BUDGET DE LA COMMUNE POUR L'ANNEE 2013**

Vu, les propositions budgétaires présentées par Monsieur Le Maire,

Vu, l'examen du budget par la commission des finances,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter à l'unanimité pour l'année 2013 le budget de la commune se présentant comme suit :

- **La section de fonctionnement** s'élève tant en dépenses qu'en recettes à la somme de **3.392.008 €**
- **La section d'investissement** s'élève tant en dépenses qu'en recettes à la somme de **1.027.787 €**
- **Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement est de 6.665 €**

Délibération n° 2013/19**VOTE DU BUDGET DE LA CAISSE DES ECOLES**

Vu, les propositions budgétaires présentées par Monsieur Le Maire,

Vu, l'examen du budget par la commission des finances,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter à l'unanimité pour l'année 2013 le budget de la Caisse des Ecoles se présentant comme suit :

- **La section de fonctionnement** s'élève tant en dépenses qu'en recettes à la somme de **408.420 €**
- **La section d'investissement** s'élève tant en dépenses qu'en recettes, à la somme de **5 262 €**
- **Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement s'élève à la somme de 1.052 €**

**CERTIFICAT ADMINISTRATIF
RECTIFICATIF SUR LA DELIBERATION DU 22 AVRIL 2013
VOTE DU BUDGET DE LA CAISSE DES ECOLES**

Je soussigné, Eric MIQUEL, Maire de Montréjeau, certifie que la phrase « le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement s'élève à la somme de 1 052 € » n'a pas à figurer sur la délibération susdite.

En effet, les élus n'ont pas voté ce virement sur le BP 2013 de la caisse des écoles de Montréjeau.

Cette phrase y figure à tort car il s'agit d'un « copier-coller » sur l'ancienne délibération du vote du BP 2012 de la caisse des écoles.

Délibération n° 2013/20

VOTE DU BUDGET DU SERVICE DES EAUX ET DE L'ASSAINISSEMENT

Vu, les propositions budgétaires présentées par Monsieur Le Maire,

Vu, l'examen du budget par la commission des finances,

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'adopter à l'unanimité, pour l'année 2013, le budget du Service des Eaux et de l'Assainissement se présentant comme suit :

- **La section de fonctionnement** s'élève tant en dépenses qu'en recettes à la somme de **591.585 €**.
- **La section d'investissement** s'élève tant en dépenses qu'en recettes à la somme de **1.711.234 €**
- **Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement est de 288.817 €.**

Délibération n° 2013/21

**REPRESENTATIVITE DES COMMUNES DANS L'INTERCOMMUNALITE CONFORMEMENT
A LA LOI DU 31 DECEMBRE 2012**

Monsieur Le Maire informe les membres du conseil qu'une modification législative du 31 décembre 2012 modifie les règles de représentativité des communes dans l'intercommunalité à compter du renouvellement de mars 2014.

Pour cela le bureau de la communauté de commune a proposé au conseil communautaire du 2 Avril 2013 une règle de représentativité adoptée par vote majoritaire lors de la dernière séance.

Les communes, avant le vote, avaient collectivement décidé que la proposition arrivant en tête serait présentée aux divers conseils municipaux en vue d'y être adoptée.

Monsieur Le Maire présente au conseil la proposition retenue par l'intercommunalité.

La nouvelle répartition des délégués des diverses communes est fixée comme suit :

COMMUNES	NOMBRE DELEGUES
MONTREJEAU	8
CLARAC	3
PONLAT-TAILLEBOURG	3
VILLENEUVE LECUSSAN	3
AUSSON	3
BORDES DE RIVIERE	3
LE CUIING	2
LES TOURREILLES	1
SAINT-PLANCARD	1
FRANQUEVIELLE	1

LECUSSAN	1
LOUDET	1
CUGURON	1
BALESTA	1
BOUDRAC	1
CAZARIL-TAMBOURES	1
SEDEILHAC	1

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'accepter et de valider la proposition de répartition des délégués des communes votée au sein du conseil communautaire et applicable dès l'année 2014.

DONNE tout pouvoir au Maire pour transmettre cette délibération au conseil communautaire,

DONNE tout pouvoir au Maire pour signer les documents nécessaires.

Délibération n° 2013/22

REVISION DE LA PRIME ANNUELLE ATTRIBUEE AUX AGENTS DE LA COLLECTIVITE

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons proposé au cours de la dernière réunion du CTP de réviser la prime annuelle versée en deux parts égales (aux 1^{er} et 2^{ième} semestres) aux personnels de la collectivité.

La prime annuelle dont le montant global est de 827 € bruts serait fixée à 872 € bruts à compter du 1^{er} janvier 2013. L'augmentation proposée serait de 5.4 %.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE de revaloriser à compter du 1^{er} janvier 2013 la prime annuelle versée aux agents territoriaux et de fixer celle-ci à 872 € bruts.

DECIDE de verser cette prime selon les modalités définies dans la délibération du 16 mars 2009.

DECIDE d'autoriser Monsieur Le Maire à prélever les sommes nécessaires les crédits inscrits au budget primitif 2013.

DONNE tout pouvoir au Maire pour prendre les arrêtés individuels nécessaires.

Délibération n° 2013/23

ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE STAGE

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons décidé, il y a plusieurs années, de verser une indemnité de stage d'un montant de 150 € à tous les jeunes stagiaires effectuant au sein de la collectivité un stage d'une durée minimale de cinq semaines.

Nous pouvons en conséquence verser à Mademoiselle Albine SEUBE qui a effectué un stage dans les services administratifs de la Mairie **du 26/11/2012 au 21/12/2012 et du 18/03/2013 au 13/04/2013** une indemnité de 150 €.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur Le Maire à verser à Mademoiselle Albine SEUBE une indemnité de stage d'un montant de 150 €.

AUTORISE Monsieur Le Maire à prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au BP 2013.

Délibération n° 2013/24

ATTRIBUTION D'INDEMNITES AU NOUVEL AGENT RECRUTE EN QUALITE DE « RESPONSABLE DES SERVICES TECHNIQUES »

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons recruté le 8 avril 2013 un nouveau responsable des services techniques, bénéficiaire d'une convention signée avec les services de la structure « Cap-Emploi ».

Cet agent contractuel bénéficie d'un contrat à durée déterminée d'une année et sera rémunéré sur la base du taux horaire du SMIC.

Il est nécessaire, considérant les responsabilités de cet agent, de lui attribuer deux indemnités complémentaires suivants :

- IAT d'un montant mensuel de 214 € (brut)
- Indemnité de participation aux travaux d'un montant mensuel de 200 € (brut)

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE d'attribuer les indemnités précitées au nouvel agent contractuel responsable des services techniques de la collectivité.

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer les conventions ainsi que les divers documents concernant cet agent.

AUTORISE Monsieur Le Maire à prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits à la section de fonctionnement du BP 2013.

Délibération n° 2013/25

REALISATION D'UN PRET AMORTISSABLE AUPRES DE LA CAISSE D'EPARGNE DE MIDI-PYRENEES DE 200 000 EUROS POUR LA DEMOLITION DE L'IMMEUBLE DIT HOTEL DES PYRENEES ET LE REAMENAGEMENT DE SON ANCIEN EMPLACEMENT.

Après avoir pris connaissance du contrat proposé par la Caisse d'Epargne de Midi-Pyrénées et des conditions générales des prêts,

Le conseil municipal de Montréjeau décide :

ARTICLE 1 : Pour financer les opérations d'investissement 2013 concernant la démolition de l'immeuble dit « Hôtel des Pyrénées » et le réaménagement de cet emplacement, la commune de Montréjeau contracte auprès de la Caisse d'Epargne un emprunt de la somme de :

200 000 Euros à taux fixe de 3.90 %

Le paiement des échéances s'effectuera annuellement.

Base de calcul des intérêts : 30/360.

La durée est fixée 15 ans

Frais de dossier : 0.15 % du montant emprunté, soit 300 Euros.

ARTICLE 2 : La collectivité s'engage pendant toute la durée du prêt à créer et à mettre en recouvrement, en tant que besoin, les ressources nécessaires pour assurer le paiement des annuités.

ARTICLE 3 : Le conseil municipal de Montréjeau autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de prêt correspondant et toutes pièces utiles se rapportant à cette affaire.

Délibération n° 2013/26**CONVENTION DE LIGNE DE TRÉSORERIE INTERACTIVE A CONCLURE AVEC LA CAISSE D'ÉPARGNE ET DE PREVOYANCE DE MIDI-PYRENEES**

Après avoir entendu le rapport de M. Le Maire, vu le projet de contrat de ligne de trésorerie interactive de la Caisse d'Épargne et de prévoyance de Midi-Pyrénées (*ci-après la « Caisse d'Épargne »*), et après en avoir délibéré, le conseil municipal de Montréjeau a pris les décisions suivantes :

ARTICLE 1 : Pour le financement de ses besoins ponctuels de trésorerie, la commune de Montréjeau décide de contracter auprès de la Caisse d'Épargne, une ouverture de crédit ci-après nommée « **ligne de trésorerie interactive** », d'un montant maximum de **200 000 Euros** dans les conditions ci-après indiquées :

La ligne de trésorerie interactive permet à l'Emprunteur, dans les conditions indiquées au contrat, d'effectuer des demandes de versement de fonds (« *tirages* ») et remboursements exclusivement par le canal internet (*ou par télécopie en cas de dysfonctionnement du réseau internet*).

Le remboursement du capital ayant fait l'objet des tirages, effectué dans les conditions prévues au contrat, reconstruit le droit à tirage de l'Emprunteur.

Les conditions de la ligne de trésorerie interactive que la commune de Montréjeau décide de contracter auprès de la Caisse d'Épargne sont les suivantes :

- **Montant :** **200 000 Euros**
- **Durée :** **1 an maximum**
- **Taux d'intérêt applicable par l'Emprunteur à chaque demande de versement des fonds :** **EONIA + marge de 2.30 %**

Le calcul des intérêts étant effectué en tenant compte du nombre exact de jours d'encours durant le mois, rapporté à une année de 360 jours.

- **Périodicité de facturation des intérêts :** **trimestrielle civile, à terme échu**
- **Frais de dossier :** **Néant**
- **Commission d'engagement :** **500 Euros**
- **Commission de gestion :** **Néant**
- **Commission de mouvement :** **0.030 % du montant cumulé des tirages au cours de chaque période**
- **Commission de non-utilisation :** **0.30 % de la différence entre l'encours moyen des tirages au cours de chaque période et le montant de l'ouverture de crédit**

Les tirages seront effectués, selon l'heure à laquelle ils auront été demandés, selon la procédure du crédit d'office, au crédit du compte du comptable public teneur du compte de l'Emprunteur.

Les remboursements et les paiements des intérêts et commission seront réalisés par débit d'office dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable, à l'exclusion de tout autre mode de remboursement.

ARTICLE 2 : Le conseil municipal de Montréjeau autorise Monsieur le Maire à signer le contrat de ligne de trésorerie interactive avec la Caisse d'Épargne.

ARTICLE 3 : Le conseil municipal de Montréjeau autorise Monsieur le Maire à effectuer sans autre délibération, les tirages et remboursements relatifs à la ligne de trésorerie interactive, dans les conditions prévues par ledit contrat.

Délibération n° 2013/27**REALISATION D'UN PROGRAMME DE DEMOLITION D'UN IMMEUBLE SITUÉ 3 PLACE DU MERCADIEU****Monsieur Le Maire :**

Nous avons décidé d'inscrire sur le budget primitif 2013 de notre collectivité les crédits nécessaires à la démolition d'un immeuble vétuste, situé 3. Place du Mercadieu, dont Madame ROMUALD est propriétaire.

Le juge des tutelles a décidé par ordonnance du 8 avril 2013, d'autoriser la démolition de cet ensemble immobilier, composé de trois bâtiments, puisque ceux-ci font l'objet d'un arrêté de péril imminent depuis le 15 novembre 2010.

Dans la mesure où Madame ROMUALD, propriétaire de ces immeubles, n'a jamais accepté de transaction de vente, les travaux de démolition doivent être réalisés en urgence en raison du délabrement de l'immeuble qui s'est accéléré au cours des derniers mois.

Le devis des travaux de démolition établi par la SARL VERDIER le 21 février 2013, s'élève à la somme de 56.750 € (H.T) et 67.873 € (T.T.C).

Considérant la nécessité de réaliser très rapidement ces travaux en raison du risque d'effondrement des bâtiments, nous devons, conformément à la procédure d'urgence prévue en la matière, confier cette opération de démolition à la SARL VERDIER.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

DECIDE de confier à la SARL VERDIER les travaux de démolition de l'ensemble immobilier situé 3. Place du Mercadieu sur la base du devis précité.

DECIDE d'autoriser Monsieur Le Maire à prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits à la section d'investissement du BP 2013

DECIDE de solliciter une subvention d'un montant le plus élevé possible auprès du Département.

DECIDE de solliciter un emprunt auprès d'un organisme de crédit.

DECIDE d'autoriser Monsieur Le Maire à signer tous les documents administratifs et comptables concernant la réalisation de cette opération, dans le cadre de la procédure d'urgence précitée.

Délibération n° 2013/28

ATTRIBUTION D'UNE INDEMNITE DE STAGE

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons décidé, il y a plusieurs années, de verser une indemnité de stage d'un montant de 150 €uros à tous les jeunes stagiaires effectuant au sein de la collectivité un stage d'une durée minimale de cinq semaines.

Nous pouvons en conséquence verser à **Monsieur KIHAL Hafid** qui a effectué un stage dans les services techniques de la Mairie **du 26/11/2012 au 21/12/2012 et du 22/04/2013 au 26/04/2013** une indemnité de 150 €uros.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

AUTORISE Monsieur Le Maire à verser à Monsieur KIHAL Hafid une indemnité de stage d'un montant de 150 €uros.

AUTORISE Monsieur Le Maire à prélever les sommes nécessaires sur les crédits inscrits au BP 2013.

Délibération n° 2013/29

PARTICIPATION FINANCIERE A L'EXTENSION DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DE CHALETS EN BOIS DANS LA BASE DE LOISIRS

Monsieur Le Maire informe le conseil municipal que les travaux d'extension du réseau d'eau potable sont d'un montant de 49.525.79 € (H.T).

La participation du Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save étant de 30 % il reste la somme de 34.668.06 € (H.T) à la charge de la commune.

La commune peut choisir entre le versement de ce capital ou rembourse au Syndicat la part d'emprunt afférente à cette somme, c'est-à-dire une annuité de 3 466 € pendant 10 années.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE la participation communale pour le financement du renforcement du réseau d'eau potable sous forme de remboursement de l'emprunt correspondant, au Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save soit 3 466 €uros pendant 10 années à partir de 2013.

AUTORISE Monsieur Le Maire à signer tout document utile au bon déroulement de cette opération.

Délibération n° 2013/30

APPROBATION DU FINANCEMENT DE L'EXTENSION DU RESEAU D'EAU POTABLE DANS LE CADRE DE L'URBANISATION DE LA COMMUNE

Monsieur Le Maire informe le Conseil Municipal qu'il est souhaitable dans le cadre de la construction de chalets en bois dans la base de loisirs, de réaliser une extension de réseau d'eau

potable estimé à un montant de 49.525.79 € (H.T), compte tenu de la participation du Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save qui s'élève à 14.857.73 € (H.T). (participation de 30 %).

La commune peut choisir entre le versement d'un capital lors de la fin des travaux ou rembourser l'emprunt correspondant à ces travaux au Syndicat des Eaux Barousse Comminges Save.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet,
CHOISIT le mode de financement par remboursement de l'emprunt,
AUTORISE Monsieur Le Maire à signer tout document utile au bon déroulement de cette opération.

Délibération n° 2013/31

APPROBATION DE LA 1^{ière} REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET BILAN TIRE DE LA CONCERTATION

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons approuvé par délibération de notre assemblée municipale du 11 mars 2013 la 1^{ière} révision de notre PLU concernant la rectification d'une erreur commise lors de l'élaboration initiale du PLU et relative au reclassement de deux parcelles (**cadastrées section ZB n° 38 a et A 627**) en zone Nt. (zone réservée à l'accueil d'activités et d'équipements à caractère touristique ou de loisirs).

Nous devons également préciser qu'après concertation du public et suite à la réunion avec les personnes associées, notre collectivité a pu tirer le bilan de cette phase de concertation.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

PREND en compte et APPROUVE le bilan de la concertation présenté par Monsieur Le Maire conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L 300-2.

Délibération n° 2013/32

APPROBATION DE LA 2^{ième} REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET BILAN TIRE DE LA CONCERTATION.

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons approuvé par délibération de notre assemblée municipale du 11 mars 2013 la 2^{ième} révision de notre PLU concernant le changement de destination de deux parcelles **cadastrées section ZB 58 et 59** afin de les classer dans la zone UB limitrophe.

Nous devons également préciser qu'après concertation du public et suite à la réunion avec les personnes associées, notre collectivité a pu tirer le bilan de cette phase de concertation.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

PREND en compte et APPROUVE le bilan de la concertation présenté par Monsieur Le Maire conformément aux dispositions prévues dans le code de l'urbanisme et notamment son article L 300-2.

Délibération n° 2013/33

APPROBATION DE LA 3^{ième} REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME ET BILAN TIRE DE LA CONCERTATION.

Monsieur Le Maire expose :

Nous avons approuvé par délibération de notre assemblée municipale du 11 mars 2013 la 3^{ième} révision de notre PLU concernant l'agrandissement de la zone 1 AUT afin de permettre à la

collectivité le développement de la base de loisirs et notamment l'implantation d'habitations légères de loisirs ainsi que la réalisation d'une aire de baignade surveillée.

Nous devons également préciser qu'après concertation du public et suite à la réunion avec les personnes associées, notre collectivité a pu tirer le bilan de cette phase de concertation.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

PREND en compte et APPROUVE le bilan de la concertation présenté par Monsieur Le Maire conformément aux dispositions du code de l'urbanisme et notamment son article L 300-2.

Délibération n° 2013/34

Cession de l'immeuble situé 3 avenue de Tarbes (Ancienne Auberge de la Jeunesse)

Monsieur Le Maire expose :

Notre collectivité pourrait vendre à Monsieur PETIT Charles l'immeuble dénommé « Auberge de la Jeunesse » situé 3 avenue de Tarbes (section C n° 66), en partie, pour un montant de 26 000 euros.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

- **Autorise** Monsieur le Maire à vendre à Monsieur PETIT Charles l'immeuble situé 3, avenue de Tarbes (Ancienne auberge de la jeunesse) pour un prix de 26 000 euros.

- **Donne tout pouvoir** au Maire pour signer l'ensemble des documents nécessaires à la réalisation de cette transaction.

Délibération n° 2013/35

DEPOSE DE LA CONSOLE D'ECLAIRAGE SUR LA FAÇADE DU BATIMENT A DEMOLIR PLACE DU MERCADIEU SUR COMMANDE EP DU P1 PYRENEES

Monsieur Le Maire informe le conseil municipal que suite à la demande de la commune du 17 mai 2013 concernant la dépose d'un appareil d'éclairage public sur un immeuble en démolition, le SDEHG a réalisé l'étude de l'opération suivante :

- Dépose d'un appareil d'éclairage public y compris sa crose, le tout non récupérable.

Compte tenu des règlements applicables au SDEHG, la part restant à la charge de la commune se calculerait comme suite :

• TVA (récupérée par le SDEHG)	21 €
• Part restant à la charge de la commune (ESTIMATION)	119 €
<hr/>	
TOTAL	140 €

Avant de planifier les travaux correspondants, le SDEHG demande à la commune de s'engager sur sa participation financière.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE le projet présenté,
S'ENGAGE à verser au SDEHG une contribution au plus égale au montant ci-dessus,

RECRUTEMENT DE DEUX SURVEILLANTS DE BAINNADE DURANT LA PERIODE ESTIVALE (1 JUILLET AU 31 AOÛT)**Monsieur Le Maire expose :**

Dans le cadre de l'aménagement d'une zone de baignade surveillée au plan d'eau de Montréjeau, nous devons recruter deux surveillants de baignade pour seconder notre maitre nageur.

Nous envisageons de recruter Mademoiselle PERILLAT-BOITEUX Chloé et Monsieur ARAGNOUET Julien, pour le mois de juillet et d'août.

Nous devons verser à chacun une indemnité mensuelle de 260 € afin de leur permettre d'assumer le règlement du loyer concernant le studio qui leur à été concédé.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré :

AUTORISE Monsieur Le Maire à recruter deux surveillants de baignade pour la période de 1 juillet au 31 Août 2013.

AUTORISE Monsieur Le Maire à verser à ces deux agents une indemnité mensuelle de 260 € afin de leur permettre d'assumer le règlement de leur loyer pour la période considérée.

DONNE tout pouvoir à Monsieur Le Maire pour signer les contrats de travaille des deux agents.

Extraits de délibérations n° 13/14/15/16/17/18/19/20/21/22/23/24/25/26/27/28/29/30/31/32/33/34/35/36

La séance est levée à 21 H 30

Signatures des membres présents

M. MIQUEL Eric,	M. MANENT Jean-Philippe,	M. BRILLAUD Philippe,
Mme FENARD Pierrette	M. LORENZI Guy, Adjoint,	
Mme ARROU Anne-Marie	M. BALMOISSIERE Patrick,	
Mme CAZALET Noëlle	M. HENKINET Nicolas,	
M. RIQUELME Stéphane,	Mme TARISSAN Martine,	
M. MIQUEL Jean-Jacques	M. ABASSIE André	